



SOMMAIRE

Réserves aux conventions multilatérales (suite)

a) Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa troisième session (A/1858) [chapitre II : réserves aux conventions multilatérales]	99
b) Réserves à la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide : avis consultatif de la Cour internationale de Justice (A/1874)	99

Président : M. Manfred LACHS (Pologne).

Réserves aux conventions multilatérales (suite)

a) Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa troisième session (A/1858) [chapitre II : réserves aux conventions multilatérales]

[Point 49, a*]

b) Réserves à la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide : avis consultatif de la Cour internationale de Justice (A/1874)

[Point 50*]

1. M. AMADO (Brésil), prenant la parole pour une motion d'ordre, attire l'attention des membres de la Commission sur une correction importante qu'il désire apporter au texte, qui figure dans le compte rendu analytique provisoire, du discours qu'il a prononcé à la 267^e séance. Loin d'avoir approuvé les arguments présentés par le représentant de la Pologne à la cinquième session de l'Assemblée générale, M. Amado les a, au contraire, réfutés. Une infidélité grave vis-à-vis des paroles qu'il a prononcées a donc été commise.

2. D'autre part, il tient à protester contre la manière volontairement excessive et même partielle dont son discours a été résumé. Il avait parlé longuement et était plein de remords d'avoir parlé aussi longtemps. Or, son discours n'est reproduit qu'en deux pages dans le compte rendu provisoire, alors que les discours de représentants d'autres délégations ont été reproduits intégralement. M. Amado estime n'avoir pas obtenu du Secrétariat les services que la délégation du Brésil est en droit d'en attendre. Il adressera des corrections au service compétent et il proteste contre l'impolitesse caractérisée que ce service a manifestée à son égard.

3. M. STAVROPOULOS (Secrétaire de la Commission) exprime ses regrets pour l'incident dont le représentant du Brésil a été la victime. Il n'y a eu aucune intention

de la part d'aucun fonctionnaire du Secrétariat de minimiser ou de déformer les paroles que M. Amado a prononcées. Sa protestation figurera au compte rendu de la présente séance.

4. Le PRÉSIDENT indique qu'il est persuadé que le Secrétariat de la Commission et les rédacteurs de comptes rendus n'ont nullement voulu blesser M. Amado. Il est sûr que les rédacteurs de comptes rendus n'ont aucune opinion bien arrêtée au sujet des réserves aux conventions multilatérales.

5. M. ITURRALDE (Bolivie) rappelle que les débats ont fait apparaître les principales divergences de vues sur la question des réserves. Certains partagent l'avis de la Cour internationale de Justice¹, suivant lequel l'Etat qui a formulé une réserve pourra être considéré comme partie à la convention si cette réserve est compatible avec l'objet de la convention. Chaque Etat doit donner son avis sur cette compatibilité.

6. D'autres délégations préconisent la solution adoptée dans le rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa troisième session (A/1858)² qui envisage le problème sous tous ses aspects et conclut à la possibilité d'admettre une réserve, mais seulement si aucun des signataires antérieurs ne formule d'objection à son sujet. C'est reprendre l'essence du système de la Société des Nations, qui fait dépendre le sort des réserves de l'assentiment de toutes les parties. Telle est la pratique que le Secrétaire général a suivie et qu'il a défendue avec acharnement.

7. Une troisième théorie qui a reçu une application pratique au cours du dernier demi-siècle est le système panaméricain. Les réserves sont communiquées aux parties. Si celles-ci ne les acceptent pas, l'Etat réservataire peut les maintenir, mais les Etats qui s'y opposent ne sont pas liés par elles.

8. Deux de ces systèmes se rapprochent en prévoyant

¹ Réserves à la Convention sur le génocide, Avis consultatif : C.I.J., Recueil 1951, p. 15.

² Voir les Documents officiels de l'Assemblée générale, sixième session, supplément n° 9, chap. II.

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

le libre accès à la convention de l'Etat réservataire dont les réserves soulèvent des objections. Le système de la Commission du droit international prévoit au contraire que l'Etat réservataire ne peut accéder à la convention que si ses réserves ont été approuvées par les autres Etats. Mais, de nos jours, la règle de l'unanimité est dépassée en droit international positif et la règle de la majorité la remplace, à une seule exception près: le droit de veto au Conseil de sécurité. Certains critiquent cette dernière règle comme paralysant l'action de l'Organisation des Nations Unies. Il serait inopportun de la réintroduire sur le plan du droit des traités. Ce serait introduire dans le nouveau régime une survivance de l'ancien, provoquer des retards et retrouver les graves conséquences de la règle suivie antérieurement. Chaque Etat se trouverait ainsi posséder un droit de veto. Or, il ne peut y avoir de veto sur un plan où la règle de la majorité s'impose. Le droit pour un Etat de formuler des réserves est un droit inhérent à sa propre souveraineté.

9. Il n'est pas exact de dire, comme l'a prétendu le représentant des Etats-Unis, qu'il suffit de la réserve d'un seul Etat pour que celui-ci impose sa volonté à la majorité. La prémisse sur laquelle repose l'argumentation de la Commission du droit international dans son rapport (par. 29) est fausse. Les réserves n'ont que rarement en effet le caractère d'un accord nouveau. Elles portent généralement sur des normes constitutionnelles internes ou sur l'application territoriale de la convention. Du reste, suivant le système panaméricain, elles ne s'appliquent qu'entre l'Etat réservataire et ceux qui ne s'opposent pas à la réserve. Les réserves ne sont pas incorporées au texte de l'accord parce qu'elles ne modifient pas le fond même du traité.

10. Jamais, en fait, il n'y a d'acceptation formelle des réserves. Ainsi que l'a indiqué le représentant du Brésil, en plus de vingt-cinq années de pratique, le système panaméricain n'a connu qu'un seul cas de réserves qui aient été formellement acceptées. M. Iturralde estime que c'est là une preuve de l'excellence du système.

11. M. Iturralde rappelle que lorsque le Guatemala a repoussé les réserves de l'URSS à la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, il a indiqué que cette opposition n'affectait que ses rapports avec l'Etat réservataire³. M. Iturralde cite les traités de Montevideo de 1889 et le Code Bustamante comme exemples de conventions pour lesquelles les réserves n'ont pas fait l'objet d'acceptation. Les réserves à ces conventions n'étaient que la conséquence des règles différentes des Etats touchant la capacité des personnes. Dans le même ordre d'idées, les pays qui n'admettent pas la livraison de leurs nationaux formulent toujours, dans les traités d'extradition, des réserves presque de style que les autres Etats n'ont pas à accepter ou à rejeter.

12. Le pouvoir législatif des différents Etats américains n'étant pas consulté lors de la signature des conventions, panaméricaines, il est naturel que ces Etats formulent des réserves lors de la ratification. Seuls les régimes de dictature connaissent une situation où le pouvoir législatif ne peut pas contredire le pouvoir exécutif.

13. M. Iturralde regrette que ces pratiques si souples ne soient pas acceptées par la Commission du droit international et par le Secrétaire général.

14. La Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide est une convention de type normatif,

base d'un droit public qui tend à s'établir et à dépasser le droit international. Cette convention a été soumise à l'appréciation de la Cour internationale de Justice et il serait rationnel d'appliquer l'avis rendu par cette Cour à toutes les conventions normatives. Dans les traités constitutifs de droits, il n'est pas possible d'admettre de réserves: ces instruments doivent être acceptés intégralement ou pas du tout. Il en est ainsi pour la Charte des Nations Unies, comme on le voit dans son Article 4.

15. L'exemple de la Convention sur le génocide montre que le Secrétaire général n'a pas toujours suivi la pratique indiquée dans le document A/1372, puisque avant l'entrée en vigueur de cette convention, certains Etats avaient déjà formulé des réserves qui en auraient empêché l'entrée en vigueur si l'on avait appliqué la règle de l'unanimité.

16. Le système panaméricain permet le dépôt définitif de l'instrument de ratification, ce qui présente bien des avantages. Au cas où le traité n'a rien prévu, on ne peut nier qu'il est plus pratique d'appliquer le système panaméricain, lequel facilite les ratifications. L'idéal serait que les négociateurs inscrivent dans le traité des clauses précises sur le caractère de compatibilité et d'incompatibilité des réserves. L'adoption d'une règle rigide ne permettrait pas d'obtenir l'harmonie internationale, les exemples donnés par le représentant du Royaume-Uni (267^e séance) en font foi. C'est afin d'éviter des inégalités et de s'efforcer d'obtenir la solution la plus satisfaisante possible que la délégation de la Bolivie a présenté, en commun avec d'autres délégations, un amendement (A/C.6/L.191) au projet de résolution présenté par les Etats-Unis (A/C.6/L.188). Les devoirs du Secrétaire général en tant que dépositaire y sont précisés en vue d'assouplir les règles qu'il doit suivre.

17. M. P.D. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) rappelle que l'historique de la question est bien connu. En 1950, le Secrétaire général a fait savoir qu'il se refusait à accepter les instruments de ratification de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, lorsque ces ratifications étaient assorties de réserves qui soulevaient des objections de la part d'autres Etats contractants, voire même d'un seul Etat contractant. Il était naturel que cette attitude, contraire aux principes du droit international et à la pratique habituelle des gouvernements en matière de conventions multilatérales, entraînât des protestations de la part d'un certain nombre d'Etats Membres, dont l'URSS. On se rappellera, à cet égard, qu'à la cinquième session de l'Assemblée générale, un grand nombre des délégations à la Sixième Commission n'ont pas approuvé l'attitude du Secrétaire général. En d'autres termes, si la Commission est à nouveau saisie de la question, ce n'est pas parce que celle-ci n'aurait pas été suffisamment étudiée ou présenterait de grandes difficultés, mais bien parce que nombre de délégations résistent à cette tentative d'imposer à l'Organisation des Nations Unies la procédure administrative de la Société des Nations au lieu du système généralement accepté et que reflète, dans ses grandes lignes, le système des Etats américains.

18. La délégation de l'URSS avait indiqué, à la cinquième session (305^e séance plénière), que le texte de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide ne présentait aucune ambiguïté ou lacune et qu'elle ne devait, en conséquence, faire l'objet d'aucune interprétation. En effet, aux termes de l'article XVII, le Secrétaire général doit se borner à notifier à tous les Etats les ratifications reçues en application de l'article XI, que ces ratifications soient ou non assorties de réserves, et, en cherchant à établir un régime spécial en ce qui

³ Voir les *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquième session, Annexes*, point 56 de l'ordre du jour, document A/1372, annexe I, par. 12.